

SAISON 2020-2021



Les Soirées-Débats du GREP Midi-Pyrénées
SALLE OSÈTE, TOULOUSE
et en Visioconférence

le 10 octobre 2020

COVID-19 :
A crise écologique,
sortie écologique

avec **Alain LIPIETZ**



Economiste

Ancien Député européen (Vert)

GREP MP

Jardins de l'Observatoire, 1 Avenue Camille Flammarion, 31500 Toulouse

Tel : 05 61 13 60 61

Courriel : contact@grep-mp.org

COVID-19 : A crise écologique, sortie écologique

avec **Alain LIPIETZ**

Economiste

Ancien Député européen (Vert)

Je suis déjà venu au GREP en 1988/89 faire une conférence qui avait pour titre : « Sortir de la crise », et je suis revenu en 2002 pour traiter : « Contre les inégalités, vive l'impôt ».

Il y a crises et crises

En 1989, le capitalisme n'était plus « en crise ». On était entré depuis le début des années 80 dans un nouveau modèle de développement, que j'appelais alors le libéral/productivisme, par opposition au modèle dominant de la période d'après-guerre, qui était déjà très productiviste mais en même temps très dirigiste : le fordisme. Rappelons-nous que des produits comme la baguette de pain avaient leur prix fixé en Conseil des Ministres, et cela jusqu'au début des années 70. On était donc sorti de ce modèle appelé fordiste, avec un « oligopole social » qui se traduisait par une négociation entre le gouvernement, les syndicats et le patronat pour réguler l'économie. On avait toutes les manettes qu'il fallait pour agir, la Banque de France fixait les taux d'intérêt pour favoriser les investissements, et le budget de l'Etat était sollicité pour contrer les ralentissements économiques.

A partir des années Mitterrand, et même un peu avant sous Raymond Barre, la France s'aligne sur le modèle anglo-saxon, qu'on a pu appeler : le libéral/productivisme. En 1988 on n'est pas « en crise » car, si c'est très pénible

pour les salariés français de passer du dirigisme au libéralisme, ce qui implique une baisse de la protection sociale, ce n'est pas négatif pour le capitalisme. On passe certes par des périodes de boom puis des périodes de krach, mais le capitalisme se porte bien, avec une augmentation sensible de la part des profits dans le PIB. Mais on voyait bien qu'un tel modèle se heurterait à la crise, crise du libéralisme rencontrée souvent dans l'histoire économique des deux derniers siècles comme celle de 1929, mais aussi crise du productivisme avec le début des crises écologiques provoquées par le productivisme lui-même, car, à force de produire on épuise les ressources, on sature la nature, l'atmosphère et les océans avec les déchets...

1989, c'est trois ans avant la Conférence appelée « le Sommet de la Terre » qui s'est déroulée à Rio de Janeiro en 1992 et qui a popularisé des types de crise que l'on ne connaissait pas avant, les crises écologiques globales. On en a identifié deux extrêmement menaçantes, la crise du climat et celle de la biodiversité. Cela a permis que soient signées à Rio les deux grandes conventions sur ces sujets, car on avait conscience qu'il fallait agir le plus vite possible. Évidemment, après Rio, il ne s'est rien passé et donc les crises écologiques ont continué à se développer. A telle enseigne qu'au moment, 2007/2008, où éclate la crise du modèle libéral/productivisme, il est beaucoup plus difficile de résister à ces deux dimensions de crises, une économique et l'autre écologiste.

Par exemple, en 1989, la crise du climat fait l'objet de débats entre les scientifiques, mais personne à part eux n'est au courant, personne ne se rend compte de l'augmentation de la température moyenne sur terre, ni que les tempêtes sont plus violentes. Pourtant, à ce moment-là, il aurait été assez facile d'agir. Aux USA, pour lutter contre l'augmentation du CO₂ dans l'atmosphère, on aurait pu... mettre le linge à sécher au soleil ! À Los Angeles on utilisait des machines à sécher le linge, à l'intérieur des maisons, alors même qu'il faisait grand soleil à l'extérieur... En 1992, lutter contre l'effet de serre était encore d'un faible coût, même si les voitures polluaient déjà beaucoup.

Autre exemple. En 1998 j'ai fait un rapport sur la pollution causée par le diesel, quand j'étais au Conseil d'Analyse Économique pendant le mandat de Lionel Jospin. J'ai étudié les possibilités de diminuer la consommation de diesel en l'alignant sur le prix de l'essence, puisque le diesel est plus dangereux pour la santé que l'essence. Bien sûr, aucune décision n'a suivi ce rapport, tellement la pression des constructeurs automobiles comme Peugeot a été forte. Aujourd'hui, on s'aperçoit que la pollution aux microparticules provoque néanmoins plus de 60.000 morts par an, en France. Il faut donc sortir du diesel le plus vite possible. En 1998, lorsqu'il y avait entre 20 et 30% des voitures neuves avec un moteur diesel et que le parc des voitures d'occasion était pratiquement constitué de véhicules à essence, pour sortir du diesel, ce n'était pas si difficile. Mais aujourd'hui, où 80% des voitures neuves et d'occasion sont à moteur diesel, c'est

beaucoup plus compliqué.

On voit donc que pour lutter contre une crise écologique, le moment où on prend les mesures est aussi important que l'intensité des mesures. Plus on attend, plus les mesures deviennent difficiles. Par exemple, pour le réchauffement climatique, tout le CO₂ qui est parti dans l'atmosphère entre 1989 et aujourd'hui est toujours là, sans qu'on puisse l'éliminer, sauf à planter des forêts gigantesques.

La crise du libéral-productivisme

On est depuis 2008 dans la crise du libéral/productivisme. Son caractère libéral, on le connaît bien, par exemple avec les travaux de Thomas Piketty, qui dénonce la concentration des richesses. Et quand ceux qui accumulent ne savent pas trop quoi faire de leur argent, ils l'investissent un peu n'importe comment. Et pendant ce temps-là les pauvres deviennent plus pauvres, relativement, et donc de « mauvais clients » (« *subprime* ») qui achètent de plus en plus à crédit. Tout ceci se traduit par des évolutions économiques en forme de montagnes russes, et 2008 a été un effondrement de ces montagnes particulièrement spectaculaire.

Quant à l'équilibre écologique, quand on est en forte croissance, cela entraîne des augmentations de besoins en énergie, d'où une poussée des prix de l'énergie et de l'alimentation (de par la dérégulation des marchés de produits agricoles). Il suffit alors d'un changement brusque du climat comme une sécheresse, alors que l'urbanisation tend à réduire les surfaces agricoles, pour que les prix des aliments augmentent. Cela peut entraîner des comportements spéculatifs tels qu'en quelques mois on voit les prix agricoles alimentaires multipliés par quatre. On voit l'enchaînement : les pauvres deviennent plus pauvres relativement, suite à l'augmentation du prix de l'essence ainsi que du prix des aliments, ils ont du mal à se loger... et c'est la crise des *subprimes* de 2008 où les gens doivent choisir entre se loger, abandonner leur voiture qui permet d'aller travailler, et la nourriture du foyer.

Grâce à une politique keynésienne, à la fois budgétaire et monétaire, on a pu enrayer cette crise de 2008, mais on n'a pas résolu le volet écologique.

Divorce et retrouvailles entre hygiénisme et mouvement ouvrier

Alors arrive, de façon complètement inattendue, une crise épidémique. En l'an 2000, une revue avait demandé à un certain nombre d'écologistes quelles seraient leurs perspectives pour 2100. J'avais répondu en indiquant qu'un effondrement était prévisible vers 2030, combinaison de la crise du libéralisme et des problèmes écologiques. Et voilà que nous connaissons en 2020 une crise d'origine sanitaire dont je peux voir les effets en vous regardant, avec vos masques pour vous

protéger des autres, de moi et de l'air ambiant : une crise sanitaire, c'est une variante de crise écologique, entre l'humanité et son environnement.

J'ai coutume de dire que les premiers écologistes politiques furent les hygiénistes du XIX^e siècle. Les premiers théoriciens du mouvement ouvrier s'appuient souvent sur des études de médecins qui, dès les années 1820, dénoncent le sort des travailleurs. Les médecins alertent le roi d'Angleterre : si on continue à maltraiter les ouvriers dès l'enfance, il n'y aura bientôt plus personne pour porter les fusils ! Mais aussi qu'il faut faire attention aux épidémies, pour qu'elles ne se répandent pas dans les beaux quartiers. L'alerte est donc lancée par les médecins. Et les premiers syndicalistes, au milieu du XIX^e siècle, font alliance avec les médecins pour proposer les premières lois sociales, dont notamment l'interdiction du travail des enfants.

La séparation entre le mouvement hygiéniste et le mouvement ouvrier intervient quand, au tournant du siècle, la réduction du temps de travail est reconnue comme une nécessité publique, avec la lutte contre les taudis. Il va donc y avoir des situations où les syndicalistes sont prêts à négocier la pénibilité, la salubrité contre de l'argent. On rentre petit à petit dans la société des années 1950 à 70, où les syndicalistes acceptent globalement que les travailleurs perdent leur vie à la gagner ! Exemple : dans la mine, ceux qui étaient au fond méprisaient ceux qui travaillaient en surface, et pourtant ces derniers sont morts après ceux du fond. Ceux-ci avaient plus de primes, mais la silicose les frappait durement.

Ces divisions ont provoqué des tensions très vives entre le mouvement écologiste qui naissait à l'extérieur du mouvement ouvrier, et ce mouvement ouvrier lui-même. Les tensions ont commencé à se résoudre avec la réapparition du libéralisme dans les années 1980, quand on a vu revenir toutes les maladies liées à la pauvreté, depuis le plomb sur les murs, les accidents du travail et des formes de plus en plus oppressives du management du travail. Par exemple les flux tendus ont entraîné un management par le stress, et on a eu des épidémies de suicides, comme à France Télécom. On a vu aussi réapparaître toute une série de fléaux ouvriers ou salariés liés directement à l'environnement. On s'attendait donc à une crise écologique venant se greffer sur le libéralisme (effet de serre ou biodiversité)... et aujourd'hui c'est une agression par un virus qui se manifeste !

Retour inattendu d'une crise « à l'ancienne »

J'ai écrit deux livres que je peux vous conseiller : *Green deal* en 2012, et, plus ancien mais avec des postfaces régulières : *Qu'est-ce que l'écologie politique ?*. La dernière postface de la dernière édition se trouve gratuitement sur mon site lipietz.net. J'y analyse « la deuxième crise écologique mondiale », qui au-delà de la crise climat/énergie, est aussi une crise alimentation/santé.

Cette crise actuelle, j'essaye de la comparer à une autre crise, elle aussi

mondiale et elle aussi déclenchée par une agression microbienne, l'épidémie de la Peste noire. Celle-ci commence au début du XIV^e siècle, et se termine deux siècles plus tard quand la population européenne, qui a diminué d'un tiers et même de moitié dans certaines régions, retrouve le niveau d'avant le bacille. C'est une situation qui ressemble à la nôtre aujourd'hui. Cela part de Chine, remonte la route de la soie, arrive en Méditerranée. Ce sont les Génois qui embarquent alors la peste. Ibn Khaldoun voit toute sa famille disparaître, et assiste à la destruction de la population de Tunis. Cela ressemble beaucoup à la situation actuelle, y compris dans sa dimension sociale. Car il est évident qu'il était plus facile de se protéger de la peste quand on était riche. Bien sûr, les peintures de l'époque montrent des nobles ou des cardinaux en train de mourir, mais il y avait encore plus de victimes chez les pauvres !

Notre situation ressemble donc beaucoup à la crise de la Peste noire ou à celle de la grippe espagnole, au début du XX^e siècle. Une crise écologique « à l'ancienne » comme il y en a depuis l'Antiquité : un virus ou un bacille qui attaque l'humanité, et celle-ci ne peut pas faire face : tout est en panne, l'économie s'effondre, on est obligé d'arrêter d'aller travailler... Pour le passé, on a des gravures sur le choléra ou la peste à Marseille qui montrent des situations similaires à aujourd'hui : le ministre de Louis XVI qui calcule les possibles dates de récolte, avec un débat entre les ministres, se demandant à quel moment on peut déconfiner pour que les gens puissent aller vite cultiver, récolter et ressemer avant de rentrer chez eux se reconfiner...

On est donc dans une crise à l'ancienne, comme celles qu'on a déjà connues, qui débarque dans notre pays où on attendait plutôt d'autres crises, celles qui se développent progressivement, genre effet de serre. Dans ce modèle, on commence par des phénomènes extrêmement lents, qui ensuite s'accélèrent pour franchir des seuils où ils deviennent incontrôlable. Et arrive ce moment où ces crises s'accroissent si fortement qu'on n'a pas les structures sociales, l'armature sociale pour tenir le choc. Et on est alors proche de ce que l'on peut appeler « effondrement ». Mais la Covid, ce n'est pas comme ça.

Première difficulté pour analyser la crise actuelle : on pensait qu'on aurait des évolutions continues, et on ne s'attendait pas à l'accroissement si rapide des effets de la crise entraînés par le coronavirus, même si on a pu avoir affaire, avec l'effet de serre, à des manifestations ponctuelles du même ordre de grandeur : canicules, sécheresses, tempêtes...

Crise endogènes, crises exogènes

Deuxième difficulté : la plupart des écologistes d'aujourd'hui s'attendaient à des crises soient complètement « endogènes », résultant visiblement du libéral-productivisme. Bien sûr, le choc initial, dans les crises à l'ancienne, se diffuse

aussi à cause des structures de la société. Par exemple, le bacille de la Peste noire s'est développé à grande vitesse à cause de l'organisation du marché mondial entre les sociétés tributaires orientales et le féodalisme occidental. Il fallait que la route de la soie soit ouverte, qu'il n'y ait plus en occident de défrichements possibles pour augmenter les capacités agricoles, que les seigneurs se battent entre eux (la guerre de 100 ans), que la pression fiscale soit énorme, tout se combinait pour qu'une agression extérieure, l'arrivée d'un bacille, se transforme en crise générale de la féodalité. Le bacille devient particulièrement dévastateur à cause des conditions sociales particulières de la période. Mais le bacille vient d'ailleurs. Il est « exogène ». Même chose quand des microbes arrivent dans des caravelles en Amérique et détruisent près de 90% de la population indienne. On a là aussi un facteur « exogène ».

Tout à fait différentes semblaient les crises de la biodiversité ou de l'effet de serre, car elles sont entièrement la conséquence du capitalisme sous sa forme productiviste et libérale. Si on a un réchauffement climatique, c'est dû aux choix industriels faits au XIX^e siècle et amplifiés au XX^e. La découverte de l'effet de serre dans les années 1970 n'a pas été prise en compte, ni les cris d'avertissement des scientifiques de l'époque, ni de ceux de la Conférence de Rio en 1992, parce que « Notre mode de vie n'est pas négociable » comme disait le président George Bush senior. On a donc des facteurs de crise totalement « endogènes ».

Toutes les crises se combinent

Une crise écologique, c'est une crise du rapport entre les individus et la société dans laquelle ils vivent avec leur territoire. On ne se serait pas intéressé à l'écologie si elle n'avait pas menacé l'espèce humaine. L'humanité a peur de la crise qu'elle a créée elle-même, même si le caractère exogène du coronavirus est moins illustratif qu'une crise endogène strictement produite par le modèle économique libéral productiviste. La première leçon que nous rappelle la Covid-19, c'est que toutes les formes de crises se cumulent.

Dans mon livre *Qu'est-ce que l'écologie politique ?*, j'explique que chaque mode de production crée ses propres crises. C'est le cas des crises de rareté provoquée par une insuffisance de la production pour nourrir la population, et alors celle-ci s'effondre. On a aussi les crises de répartition, qui se manifestent quand les techniques appliquées à la nature locale permettent de nourrir la population, mais la division en classes à l'intérieur de cette population permet aux organisateurs de la production d'exploiter ceux qui font le travail d'exécution, les travailleurs manuels, et ceux-ci peuvent se retrouver en manque de nourriture. C'est probablement ce type de crise de répartition que l'on trouve dans l'effondrement des cités Mayas. La production qui s'accroît permet à la cité centrale de devenir toujours plus riche, avec des prélèvements sur la population

permettant d'édifier des temples magnifiques. Mais au bout d'un certain temps, ces prélèvements deviennent trop importants, provoquant un effondrement de la cité Maya. On peut aussi avoir des crises de surconsommation, qui sont plus contemporaines. Cela se traduit par la surproduction de déchets de toute sorte et la pollution de l'environnement, comme le gaz carbonique qui se répand dans l'atmosphère, comme aussi l'engorgement des océans par les rejets plastiques qui tuent petit à petit les ressources halieutiques. Demain on risque d'avoir aussi des crises entièrement artificielles comme les bugs informatiques.

Mais les anciennes crises ne disparaissent pas, elles se combinent aux plus récentes. On a attribué cette année le prix Nobel de la Paix (qui avait déjà récompensé le GIEC, Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Evolution du Climat), au PAM (Programme Alimentaire Mondial). Cela signifie que la crise alimentation/santé est désormais considérée comme aussi grave que la crise énergie/climat : on a donc récompensé l'organisme supranational qui essaie d'améliorer l'alimentation des habitants de la planète.

On voit donc que toutes les crises s'additionnent les unes aux autres. On peut avoir en même temps une crise externe qui vient de Chine et les conséquences de l'effet de serre qui continuent. J'ai écrit en avril 2020 un article dans la revue *Politis* sur le sujet suivant : est-ce que les restrictions à la circulation liées au confinement ne vont pas faire baisser la mortalité sur les routes dans une proportion supérieure à la mortalité liée au Covid ? Comme ce n'est pas un virus qui, statistiquement, cause une mortalité très élevée, comparé à la peste ou à la grippe espagnole, finalement on a constaté une baisse de la mortalité totale en France pendant la première vague de l'épidémie du coronavirus ! Les décès sanitaires ont été en partie compensés par la diminution importante des accidents de voiture, en partie par la baisse des décès causés par les crises d'asthmes suite à la baisse de la pollution par les automobiles. Mais d'autres effets se manifestent aussi actuellement, comme une insuffisance alimentaire pour toute une population privée de ressources pendant les confinements.

Leçons de la crise Covid

Et heureusement que des associations humanitaires ont pu prendre en charge une partie de ces déficits de nourriture pour les populations précaires. C'est la deuxième leçon : pour éviter l'effondrement à venir dans les années 2030, il faut absolument renforcer l'armature sociale, qu'elle soit de nature étatique ou associative, pour permettre à la société de résister. L'aspect le plus choquant en France au début de la pandémie, ce fut la destruction des masques, et la propagande contre le port du masque, jusqu'au premier tour des élections municipales, développée par tous les dirigeants, Emmanuel Macron en tête, cachant la destruction antérieure de tous les masques.

Il y avait aussi l'état mal en point de notre appareil sanitaire et hospitalier. La dernière manifestation contre la retraite à points se mélangeait avec la première manifestation contre la réforme de l'hôpital. On allait devoir lutter contre une épidémie, mais on n'était pas prêt. Même les attentats islamistes révélaient cet aspect endogène de la crise. Car lors de l'attaque du Bataclan, en novembre 2017, on a eu du mal à prendre en charge tous les blessés qui arrivaient avec des blessures de guerre. Aujourd'hui, on n'a pas su mobiliser les cliniques privées, ni les médecins de ville.

Il faut donc renforcer nos capacités dans le domaine sanitaire. Mais aussi revenir sur un certain nombre de pratiques d'approvisionnement. La mondialisation, en « optimisant » les coûts de fabrication par une répartition de la production dans plusieurs pays, a diminué nos capacités de production locale, par exemple les masques, les respirateurs... Il faut donc démondialiser les chaînes de production essentielles. C'est une réponse de fond à toutes les crises écologiques : on peut continuer à commercer pour ce qui n'est pas très important, mais pour ce qui est essentiel, il faut avoir des stocks et des chaînes de production en ordre de marche.

Troisième grande leçon : on a pu voir l'efficacité des politiques keynésiennes dans ces échecs du libéralisme. On n'a réussi en France à limiter les conséquences économiques et sociales de la crise de la Covid que parce que la Banque centrale européenne a émis de la monnaie à tire-larigot, que l'État continuait à payer les salariés en chômage partiel. On a évité l'enchaînement dramatique auquel on aurait pu s'attendre, et que certains pays dans le monde ont subi, comme par exemple le Brésil, qui ne peut émettre de la monnaie mondialement reconnue. Qui va rembourser ces dettes publiques ? Peu importe tant que ça marche. Cela rappelle le « seigneurage », politique suivie par de nombreux rois de France qui frappaient de la monnaie avec de moins en moins d'or ou d'argent. Et cela marchait très bien. En imprimant de la monnaie, on permet à l'économie de continuer à fonctionner. Peut-être qu'un jour il y aura de l'inflation, mais aujourd'hui il n'y a aucun signe d'inflation alors que depuis des mois on émet de la monnaie à un rythme très supérieur à la production.

Le covid et les grandes crises endogènes

Pour conclure, peut-on dire qu'il y a un rapport entre cette crise exogène (la Covid-19) et les deux grandes crises endogènes que sont le réchauffement climatique et la baisse de la biodiversité ?

Pratiquement toutes les épidémies infectieuses nouvelles, le chikungunya, Ebola, le sida, viennent de l'interface entre la nature restée vierge et le capitalisme productiviste. IL faut toujours avoir en tête que la meilleure protection contre un microbe agressif, c'est l'écosystème microbien général, véritable système

immunitaire collectif, capable de contrôler ce virus ou ce bacille. On dit souvent que la Peste noire a été transmise par les puces du rat. Faut-il alors tuer toutes les puces et tous les rats pour éliminer la peste ? Non, car d'une certaine façon, les rats et les puces d'Asie centrale nous protègent aussi contre de nouvelles pestes.

Autre exemple spectaculaire, le champignon qui s'est attaqué au maïs américain dans les années 70. Il ne restait alors que quatre variétés sélectionnées de maïs. Quand le champignon les a attaquées toutes en même temps, en deux ans la production de maïs s'est effondrée d'un tiers aux USQ. On est alors allé chercher une variété sauvage capable de résister à ce champignon, et on l'a trouvée en Amérique centrale. C'est donc bien par l'entretien de la biodiversité naturelle que l'on peut le mieux résister à des crises « venues de la nature ». Et pas seulement ! Quand a fusionné l'Allemagne de l'Est avec celle de l'Ouest, les Allemands de l'Ouest ont vu arriver avec horreur les Traban, petites voitures d'Allemagne de l'Est qui avaient des coques en résine. Pour détruire ces coques, il ne fallait pas les brûler car cela aurait augmenté l'effet de serre et la pollution. On a donc cherché un champignon capable de détruire cette résine et on l'a trouvé, en Forêt Noire d'ailleurs. Dans de grands fermentateurs, on a pu ainsi réduire toute cette résine et ceci grâce à des processus biologiques qui existaient dans les réserves de biodiversité.

Bref : ce n'est pas en tuant les singes qu'on se débarrassera du sida, pas en tuant les chauves-souris qu'on se débarrassera du coronavirus.

Et pour le réchauffement climatique ? Quel va être l'effet du réchauffement sur les épidémies ?

D'une part il va faire surgir de nouveaux virus, (par exemple peut-être issus du permafrost sibérien) et certains de ces nouveaux virus risquent d'être très impactants pour l'humanité. D'autre part, le réchauffement climatique est en train de modifier, de déplacer les écosystèmes. Un des vecteurs de virus est le tourisme, car les voyages en avion portent le coronavirus de la même façon que la Route de la soie a transporté la peste noire. De même, les arbres, les plantes, portent chacun leurs espèces de virus, comme certains types de moustique sont porteurs de microbes. Et si on déplace de plusieurs centaines de kilomètres vers le Nord la diffusion des moustiques, ce qui est aujourd'hui le cas avec le moustique tigre ou le moustique égyptien, on transporte les maladies qui vont avec. On peut donc s'attendre à retrouver en France certaines maladies comme la dengue, qui sont typiquement tropicales, et d'autres qu'on croyait avoir éliminées risquent de revenir.

Conclusion

Et la grande leçon à retenir, c'est donc que toutes les formes de crises écologiques, qu'elles soient exogènes ou endogènes, sont en train de se combiner

et de faire système vers un effondrement, défini comme l'impossibilité, pour l'armature sociale, étatique ou associative, de faire face. Et qu'il faut donc renforcer cette armature sociale, lutter contre l'effet de serre, entretenir la biodiversité, rendre résiliente chaque micro-région, démondialiser les chaînes de production essentielles : voilà les premiers enseignements qu'il nous faut tous tirer pour construire le monde d'après.

Il faut aussi observer, que pendant la crise actuelle, la pollution a diminué... et des métropoles importantes ont basculé, aux dernières élections municipales, vers des majorités écologistes, autres effets plus satisfaisants donc du Covid.

DÉBAT

Un participant - Le virus le plus redoutable, à mon avis, c'est le virus contemporain de la course au profit, celui de l'argent-roi. Partagez-vous cette opinion ?

Alain Lipietz - J'ai déjà évoqué ce problème en définissant notre système économique de capitalisme libéral/productiviste. Et ce sont ces deux caractéristiques, libéral et productiviste, qui sont les deux mamelles qui ont permis au virus de prospérer. Le libéralisme, c'est la régulation de l'économie par le marché, mais on avait les mêmes caractéristiques pendant la crise du féodalisme au Moyen Age. Les seigneurs ont mieux résisté à l'arrivée de la peste noire que les paysans. Le virus le plus important à l'époque, c'était le féodalisme ainsi que la Guerre de Cent Ans qui concernait toute l'Europe. Et aujourd'hui, il ne faut pas oublier notre système de production. Dans le domaine agricole d'ailleurs, le modèle libéral et le modèle étatique sont tout autant pernicious. Le modèle ultra sélectif avec des champs à perte de vue pour cultiver un même produit participe à la crise de la biodiversité et va donc être une contribution à l'aggravation de la crise actuelle.

Un participant - Pour rester dans le domaine agricole, je voudrais savoir ce que vous pensez de la dé-végétalisation des sols qui se poursuit inexorablement dans nos pays ?

Alain Lipietz - Cette dé-végétalisation est effectivement un des facteurs de l'effet de serre. Il faut faire pousser des arbres pour capter du CO₂, mais quand on les coupe pour les brûler, on produit du CO₂. Si on les coupe pour faire de la charpente, là on stocke du CO₂. Mais remplacer une forêt par une pelouse, entraîne des effets divers sur le CO₂. Il n'y a pas de règle générale. Souvent on

plante ce qui pousse le plus vite, l'eucalyptus par exemple au Kenya, le robinier ou le mimosa chez nous. Mais il ne faut pas se limiter à faire un bilan carbone, il faut aussi faire un bilan eau, et on sait que l'eucalyptus est un gros consommateur d'eau. Ce qui caractérise l'écologie, c'est de faire un bilan d'ensemble, car si on ne considère qu'un aspect d'une situation, cela peut amener à faire des erreurs. Par exemple, contre les incendies urbains qui ont causé de gros dégâts jusqu'au XX^e siècle, on a développé l'utilisation de l'amiante... dont on connaît aujourd'hui la dangerosité pour la santé humaine. En Égypte, dans les années 60, le barrage d'Assouan était considéré comme une merveille capable de produire de l'électricité gratuitement tout en régulant le cours du Nil. Mais en faisant remonter le sel dans le sol de nombreuses surfaces agricoles, ce bilan n'était plus aussi bon. Même si on arrive dans les années 2050 à la neutralité carbone, il faudra réduire le stock déjà produit de méthane et de gaz carbonique dans l'atmosphère. Cela pose la question de savoir s'il faudra commencer par le carbone ou par le méthane, car le méthane, produit par l'élevage, est plus grave pour l'effet de serre que le gaz carbonique. Mais en 1992, pour des raisons diplomatiques, on s'est focalisé sur le gaz carbonique et on a laissé de côté tout ce qui touchait à l'agriculture pour ne pas perturber les économies fragiles des pays du Sud. Ce compromis, peut-être nécessaire en 1992, devrait être repensé, car changer de modèle agricole ne demanderait pas plus de temps que de passer aux voitures électriques. L'argument des pays du Sud qui consiste à dire aux pays du Nord qui ont pollué pendant des décennies qu'ils devraient leur laisser un certain temps pour s'adapter, pouvait être accepté. Il y a donc, dans ces domaines, des réponses techniques qui doivent tenir compte des réalités politiques.

Un participant - Est-ce que cette vision de l'accumulation de crises ne sert pas depuis longtemps de justification pour repousser les échéances auxquelles on est confronté. Le GIEC donne une date possible de crise vers 2100, Dominique Bourg lorsqu'il est venu au GREP il y a deux ans indiquait 30 ans, vous aussi semble-t-il. Entre ces différentes échéances, comment peut-on structurer notre armature sociale ? J'ajoute, avec une pointe de provocation, la situation de votre ami Yves Cochet qui s'est carrément réfugié à la campagne, en Normandie, pour vivre en auto subsistance pour faire face à l'effondrement. Comment se situer entre cette solution individuelle extrême et les réformes demandées à l'État, dont les actions sont financées par des prélèvements qui représentent environ 50% de nos revenus ? Quelle serait la bonne mesure pour anticiper, le siècle, la décennie, l'année ?

Alain Lipietz - D'abord le GIEC fait des projections avec des durées variables, à 50 ans, à 30 ans...Le rapport intermédiaire de l'année dernière indiquait les différences de conséquences entre un réchauffement de 1,5 et 2 degrés. Les conséquences d'un demi degré sur la biodiversité sont colossales. Aujourd'hui on

a déjà des changements climatiques visibles sur les récoltes, sur la puissance des tempêtes, et d'ailleurs c'est surtout la fréquence du renouvellement de ces tempêtes qui est y très significative. L'effondrement, c'est autre chose, tel que le définit Yves Cochet et que l'entends moi aussi : ce n'est pas seulement une crise écologique importante, c'est quand elle devient ingérable dans le système économique et social contemporain. Quand on observe la crise actuelle du Covid, on observe que, si la Corée du Sud s'en est mieux tirée que d'autres pays pendant la première vague, c'est entre autres parce que ce pays présente un appareil médical deux fois plus puissant par habitant que la France. Si, dans notre pays, on avait eu le même appareil médical, on aurait eu beaucoup moins de décès. En plus, nous avons eu des situations de mauvaise gestion de l'épidémie en février/mars, comme les hésitations des autorités sanitaires et politiques concernant les masques. Heureusement que de nombreuses femmes qui avaient encore des machines à coudre se sont mises à fabriquer des masques en tissu. Il a donc fallu pendant cette période que de nombreuses initiatives pallient les manques du secteur hospitalier en fournitures diverses, et que par ailleurs la société civile organise de nombreux systèmes d'entraide, en particulier alimentaire, qui ont ainsi permis aux plus démunis de résister.

J'ai été isolé à Cordoba, en Argentine, quand la monnaie s'est effondrée en 2001. Ce qui a permis la survie de la population, c'est l'économie sociale et solidaire, en particulier pour assurer la production d'un minimum de produits alimentaires. Il y avait une armature sociale qui a permis de multiplier par trente les services rendus habituellement. Il ne s'agit donc pas dans ces situations d'avoir seulement de l'argent, mais il faut surtout organiser la résilience. C'est presque une nouveauté. Car face à la crise climatique, les gauchistes de l'écologie manifestaient souvent contre « l'adaptation », contre le fait, par exemple, de planter des arbres. Maintenant, on n'en est plus à dire qu'il ne faut plus l'adaptation. Il faut bien sûr lutter contre les excès, car on ne pourra pas supporter des augmentations de température de 7 degrés en 2100 si on ne fait rien pour limiter les émissions de CO₂. Il faut chercher à faire baisser la température, et pour cela chercher à s'adapter. Il faut à la fois réagir pour éviter l'effondrement à plus ou moins long terme, mais aussi agir au jour le jour pour atténuer les difficultés climatiques. Planter un arbre, c'est l'idéal car on fixe le gaz carbonique et on fait de l'ombre. Voilà pourquoi de nombreuses mairies, dont bien sûr celles dirigées depuis peu par les écologistes, proposent de planter des arbres. Mais à Lyon, par exemple, la menace la plus inquiétante, c'est l'explosion d'une centrale nucléaire. J'ai été pendant une dizaine d'années élu au Parlement européen, où les écologistes avaient l'habitude de parler du triangle des risques énergétiques. Car on peut produire de l'énergie, soit avec la biomasse, soit avec du nucléaire, soit avec des énergies fossiles. Chacune de ces sources d'énergie a des inconvénients : les énergies fossiles envoient du CO₂ dans l'atmosphère, le nucléaire pose des problèmes de sécurité en particulier pour les déchets radioactifs, et la biomasse a

besoin pour se développer d'utiliser de nombreuses surfaces agricoles et les biocarburants chassent les terres vivrières. Et donc, on pouvait, au Parlement européen voter contre chacune de ces sources d'énergie, selon les circonstances. Après Tchernobyl, ce fut la condamnation du nucléaire, puis si les prix agricoles montaient, on mettait en cause les agrocarburants etc... Mais s'il fallait choisir, je pense personnellement que le risque le plus dangereux est le nucléaire. Lors de la Conférence de Rio, en 1992, j'étais rapporteur pour l'Unesco et je devais faire un résumé des négociations. Le Président de l'Unesco de l'époque, Frederico Mayor me disait : Bien sûr, il y a des risques d'effet de serre, mais il y a déjà des écosystèmes ravagés par d'autres menaces, désertification, inondations, pluies acides, et aussi la pauvreté des bidonvilles. Dans ces circonstances, le changement climatique paraît bien lointain pour ceux qui sont touchés par des préoccupations immédiates.

Ceci dit, la crise la plus évidente, c'est quand même le risque nucléaire. Et il y a des modèles qui proposent des solutions sans nucléaire tout en réduisant les autres sources de nuisances climatiques (le modèle Négawatt par exemple). Il faut alors régler plusieurs problèmes en même temps. La crise du Covid nous montre qu'il ne faut oublier aucune cause possible de difficulté au milieu des différents facteurs de risque.

Une participante - J'ai bien aimé votre sensibilité à l'économie sociale et solidaire parce que, pour moi, c'est le capitalisme qui est la cause principale des crises. Mais j'aimerais que vous parliez un peu plus de l'importance du travail des femmes, trop souvent invisibles et qui représentent 90% des emplois précaires. Aujourd'hui nous devons être en résistance face à ce monde gouvernée par une oligarchie masculine qui nous amène dans le mur. Par ailleurs, il est absolument nécessaire que tout le monde s'intéresse à la politique, parce que ceux qui s'en occupent aujourd'hui ne le font pas pour le bien commun, mais dans leurs intérêts. Ma question est donc de vous demander si, en tant qu'homme, vous vous remettez en question pour laisser plus de place aux femmes, car la révolution sera féministe ou elle ne se fera pas.

Alain Lipietz - Si je comprends bien votre intervention, il y a deux virus, le capitalisme et la domination des femmes par les hommes. En ce qui me concerne, je suis totalement d'accord avec ce constat, mais il faut alors chercher le lien entre le fonctionnement du capitalisme et l'exploitation des femmes. Il a d'ailleurs occasionné de nombreux combats ces dernières années, dont celui où il a fallu affronter le PS et Martine Aubry dans la négociation sur les 35 heures. Car pour faire les 35 heures, s'il faut réduire l'amplitude des horaires, il faut éviter que ce soit encore les femmes qui payent le prix fort de cette réforme. Même pour Marx et Engels l'exploitation capitaliste était une variante du patriarcat comme forme générale d'oppression. Aujourd'hui, face au capitalisme libéral/productiviste, il

faut mener des luttes pour le droit des femmes qui rentrent pourtant dans le cadre de ce mode de production. Si on regarde la crise du Covid, ce sont beaucoup de femmes qui ont été au front, avec bien sûr tout le personnel hospitalier. Et il ne faut pas oublier ces comportements scandaleux de certains copropriétaires qui ont cherché à faire expulser les infirmières qui habitaient là sous prétexte qu'elles pouvaient transmettre le virus. D'une façon générale, les femmes sont en première ligne dans tout ce que Braudel appelle « le premier étage de la civilisation matérielle » : le « produire » et le « care », c'est-à-dire s'occuper des corps et des esprits. Heureusement, face à ces injustices, il y a eu des mouvements féministes qui se sont battus pour obtenir la parité dans la vie politique, et dans de nombreux domaines de l'activité sociale. Il faut que ce mouvement social se poursuive pour que les femmes soient encore davantage aux endroits de décision. L'écoféminisme a été défendu par la grande majorité du mouvement écologiste, même si en France il a été parfois mal reçu parce qu'il était présenté de façon trop essentialiste.

Un participant - Est-ce que la démographie a une importance dans les crises écologiques ?

Alain Lipietz - Je pense que non à l'échelle globale. Qu'on soit sur terre, 9 ou 10 ou 11 milliards d'habitants, ce qui compte c'est la quantité moyenne de produits primaires consommés par habitant et ce n'est pas en diminuant le nombre de personnes en Afrique, en Amérique Latine ou en Asie que cela changera grand-chose. En revanche, il peut y avoir une pression démographique excessive dans certains pays qui provoque une aggravation rapide de la situation.

Un participant - Cette crise sanitaire que nous connaissons aujourd'hui montre le pouvoir pris par les milieux scientifiques pour prendre les décisions, par exemple sur le port du masque. Est-ce qu'il n'y a pas une nouvelle réflexion à avoir sur ce pouvoir des détenteurs de la vérité dite scientifique ?

Alain Lipietz - Lorsque Macron a dit en mars : « c'est la guerre », j'ai pensé à la guerre de 40 qui avait été mal préparée, avec un certain nombre d'erreurs d'analyse. Cette année, il y a eu aussi de nombreuses erreurs. La première a été d'avoir détruit les masques en réserve et d'en avoir manqué pendant plusieurs semaines, mais aussi de ne pas avoir décidé, au début de la pandémie, un contrôle strict aux frontières. Ceci dit, il y a toujours des médecins pour reprendre l'argumentation des politiques ou des industriels. Car pour le masque, ce n'était pas un problème de biologie mais de physique, pour savoir quel type de protection est efficace pour ce virus qui rentre par le nez et les voies respiratoires. Mais Macron, voulant empêcher l'effondrement de l'économie, a refusé de prendre les mesures nécessaires au moment opportun. Rappelez-vous : il est allé début mars au théâtre pour soutenir le spectacle vivant, on a organisé le 1^{er} tour des élections municipales avant de décider un confinement le lendemain de ce 1^{er} tour... Alors

qu'il était évident qu'on savait les risques de cette épidémie à ce moment-là, ce qu'ont su faire des pays asiatiques comme la Corée du Sud ou Taïwan avec leur expérience du premier SARS. Dans ces pays, on a su appliquer les mesures nécessaires, sans confinement, mais avec des masques et des tests qui ont permis d'éviter la première vague. Chez nous, on a menti à la population en disant le contraire de ce que proposait la majorité des scientifiques, comme cela se passe aussi quand il s'agit de l'effet de serre ou du caractère cancérigène des particules de gazole. D'ailleurs, la stratégie n'est pas de dire un mensonge, mais d'en diffuser assez, comme Trump aux USA, pour que les gens pensent que, finalement, personne ne sait rien. Quand le productivisme débouche sur une crise écologiste, la stratégie pour camoufler la situation consiste à dire qu'on ne sait rien de sûr. Et ainsi le politique peut suivre, dans ce flou général, l'avis des lobbies qui sont derrière. Alors que sur la plupart de ces sujets, 90% des scientifiques connaissent bien la réalité. J'ai vécu la même expérience quand, en 1998, j'ai fait un rapport pour le Conseil d'Analyse Economique et Social sous Jospin. J'indiquais comment sortir du diesel en trois ans, en augmentant son prix entre autres préconisations. Cela n'a bien sûr pas manqué de provoquer des oppositions du type Gilets Jaunes, même si j'avais pris la précaution d'indiquer comment utiliser l'argent récolté par l'État en le redistribuant aux personnes socialement pénalisées par cette augmentation. Le plan était sur la table mais le jour de la décision, un contre rapport est présenté, certainement issu des milieux industriels de l'automobile, ce qui a permis de repousser toutes mes propositions au motif que rien n'était prouvé. Et pendant vingt ans, on a continué à tuer des dizaines de milliers de personnes à cause de la pollution par le diesel. Quelquefois, il y a des scientifiques très respectés parce qu'ils ont eu raison sur un sujet, qui donnent sur un autre de mauvaises solutions. Je voudrais aussi défendre l'ancienne Ministre de la santé, Mme Bachelot, à qui on avait reproché d'avoir acheté trop de vaccins pour lutter contre la grippe H1N1. Mais elle avait bien fait, c'était un principe de précaution, et si tous les vaccins n'ont pas été utilisés, la dépense occasionnée, peut-être 1 milliard d'euros est bien faible par rapport à ce que nous coûte aujourd'hui la pandémie du Covid 19, en partie par absence de masques en février/mars.

A la salle Osète et en visioconférence, le 10 octobre 2020

Alain Lipietz, Polytechnicien (promotion 1966), diplômé de l'École nationale des Ponts et Chaussées (promotion 1971) et d'études supérieures en Économie de l'université Panthéon-Sorbonne (1972), a été directeur de recherches au CNRS (1988-2002) et a enseigné l'économie aux universités de Paris VII, VIII et XIII.

Il est entré en politique en 1968, d'abord au PSU puis à la Gauche ouvrière et paysanne (GOP), qui apporta un soutien actif à la lutte des paysans du Larzac et des ouvriers de Lip. Et il a rejoint le mouvement écologiste en 1986. Après avoir été élu Conseiller régional d'Île-de-France en 1992 et Conseiller municipal de Villejuif en 1995, il a été Député européen de 1999 à 2009, et il occupe depuis des mandats locaux.

Durant ce parcours, il a été nommé membre de la Commission française du développement durable (2000-2003), du Comité consultatif de l'économie sociale, du Conseil d'établissement du Collège de France, du Conseil d'analyse économique créé par le Premier ministre Lionel Jospin (1997-2002), et du Haut conseil à la coopération internationale (novembre 2000 à décembre 2001).

Alain Lipietz est l'auteur de

Qu'est-ce que l'écologie politique, Tome 36 (La Découverte, 2003), nouvelle édition remise à jour et augmentée, accompagnée d'une postface inédite de l'auteur : « *La Seconde Crise écologique mondiale* » (2012)

Face à la crise : l'urgence écologiste, (Éditions Textuel, Paris, 2009)

Green Deal. La crise du libéral-productivisme et la réponse écologiste, (éditions La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2012)

Ressusciter quand même - Le matérialisme orphique de Mallarmé, (éditions Le Temps Des Cerises, à paraître le 04/02/2021)